

NOUS SOMMES TOUS LES ENFANTS GÂTÉS DE JACK LANG

par Daniel de Roulet



Depuis 1981 et pour dix ans, Jack Lang a été ministre de la culture en France. On lui doit l'annuelle fête de la musique, copiée en Suisse romande, le prix unique du livre, copié en Suisse allemande, et les journées du patrimoine, copiées dans toute l'Europe. On lui doit beaucoup plus que quelques bonnes idées, la définition même du rapport que la culture est censée entretenir avec l'Etat.

La formule qui rend le mieux compte de ce rapport, s'appelle exception culturelle. Dans une société où tout se vend, tout s'achète, tout se monnaie, tout est soumis au règne de la marchandise et de la concurrence, il existe un îlot à l'abri qui échappe à la marée montante, un îlot dont chaque pays doit laisser la gestion à l'Etat. Cet îlot, c'est la culture. Tout peut être dérégulé, sauf une chose: notre culture qui, elle, n'est pas à vendre. Conséquence: nos artistes, leurs émotions, leurs intuitions, leurs exaltations ne sont pas à vendre. Mais leurs spectacles, leurs performances, leurs livres et même leurs retraites sont à subventionner.

A la tête du ministère de la culture, Jack Lang a été l'artisan, l'homme providentiel, qui a compris que faute de réaliser le slogan de Mai 68 «L'imagination au pouvoir», on pouvait au moins mettre l'imagination pas trop loin du pouvoir. En mai 1968, Jack Lang avait presque trente ans, en 1981 quand il occupe le fauteuil de Malraux il a les idées claires, il fait ce que fait toujours le pouvoir: il formalise un compromis social entre les aspirations du bas et les exigences du haut.

Pendant toutes les années 1980, Jack Lang et ses intelligents collaborateurs ont donc mis en place des cadres légaux, des rouages, des délégations, des modèles de fonctionnement pour l'ensemble de la culture française. Et nous, de l'autre côté de la frontière, avons admiré, copié et parfois même singé ce rapport nouveau entre la culture et le pouvoir dont le bel élan était relancé par notre lecture quotidienne de *Libération*.

Au moment où Jack Lang a été nommé ministre de la culture, il a fait devant les députés un discours très réfléchi dans lequel il explique ce qu'il entend faire. Il parle d'abord de «réconciliation de l'art et de l'Etat». Par deux fois, il explique qu'il s'agit d'un «projet de civilisation». Puis il ajoute: «J'appartiens personnel-

lement à une génération d'hommes de culture pour qui l'Etat pendant toute leur vie était l'ennemi, non seulement l'ennemi politique, mais aussi l'ennemi intellectuel.» Donc en 1981, Jack Lang, au nom de toute une génération passe un compromis historique avec l'Etat en lui demandant d'être enfin pour les artistes ce qu'il a été pour les travailleurs: un Etat providence. Et ceci au moment même où cet Etat providence commence à s'effondrer sous les coups de Reagan et de Thatcher.

Jack Lang a permis à la culture française de fleurir. L'art n'a pas toujours suivi. Car comme dit notre Godard: «La culture, c'est la règle, l'art, c'est l'exception.» De tout son charisme, un ministre de la culture peut défendre l'exception culturelle, mais il ne saurait proclamer l'exception artistique. Après dix ans d'un flamboyant ministère, dix ans de mise en musique, voire en sourdine, du livret de Mai 68, on a constaté en même temps un certain essoufflement et une tentative de putsch réactionnaire de la part de tous ceux qui, confondant culture et divertissement, voulaient soumettre chaque production culturelle aux régimes de la concurrence internationale et aux appétits d'Hollywood.

Même si cette attaque frontale contre la politique de Jack Lang n'a pas réussi, au cours des années 1990, la politique culturelle a perdu son élan. En 2008, finalement, on a pu constater que le modèle Jack Lang d'un ministère de la beauté et de l'intelligence avait vécu. Du bel élan restaient quelques acquis syndicaux, quelques traitements de faveur et une bonne dose de corporatisme. Ce n'était bien sûr pas la faute du ministre de 1981. D'ailleurs nous, de l'autre côté de la frontière, avons continué à le considérer avec sympathie. D'où nos fêtes de la musique qui sont devenues plus riches que celles des Français et nos mécanismes de subventionnement (loterie, Ville, Fondations) sur lesquels nous nous crispions sans voir que ce curieux pacte proposé par Lang entre l'Etat et sa culture a désormais vécu.

Mai 68 a très vite débouché sur la question du pouvoir. Puis on s'est contenté de son ombre. Dans les années 1980, on s'est employé à cimenter l'acquis culturel. Le modèle Lang (l'imagination près du pouvoir) n'était

pas fait pour durer éternellement. D'abord parce qu'il avait été porté par une génération d'enragés qui eux-mêmes se rangeaient lentement. Ensuite parce que ce modèle contenait une erreur de méthode dont il nous a fallu du temps à comprendre le mécanisme. Il s'agit justement de ce qu'on appelait exception culturelle.

L'exception culturelle prise comme un slogan subversif est une bonne chose. Elle annonce que tout n'est pas à mettre en vente et notamment la culture. C'est tout ça de pris. Mais si c'est pour dire que tout le reste, à part la culture et éventuellement l'armée, peut être privatisé et laissé au plus offrant, on fait fausse route.

Les luttes contre le G8 à Genève l'ont bien souligné: comme le sommeil de la raison produit des monstres, la mondialisation économique produit des monstruosités.

S'il y a une exception, elle doit être beaucoup plus étendue que culturelle et englober tout ce qui est commun aux habitants de la planète, y compris la répartition de l'eau que nous buvons et de l'air que nous respirons.

La Joconde n'est pas à vendre, les glaces du pôle sud non plus. Le bien commun inaliénable, ce n'est pas seulement la culture, c'est aussi la joie de ne pas mourir du sida et de partager quelques valeurs nomades et métissées.

La belle époque culturelle du début des années Mitterrand ne reviendra pas. Elle était la monnaie rendue aux artistes, le paiement de leurs heures supplémentaires durant mai 68. Et en Suisse, même sans avoir beaucoup fait peur à nos bourgeois, nous étions les enfants gâtés de Jack Lang, nous touchions une rente de situation.

Désormais, nous retournons à cette vérité ancienne: la culture ne peut pas être consensuelle, elle ne peut donc pas être instrumentalisée directement par l'Etat. Le paradoxe c'est que l'Etat a plus besoin de la culture et des artistes que ceux-ci n'ont besoin de l'Etat. L'Etat doit donc être d'accord de favoriser une culture dissidente, une culture impertinente qui n'hésite pas à le tourner en ridicule. Un bon ministre de la culture aujourd'hui devrait accepter de se faire à tout moment mordre la main avec laquelle il distribue les subventions. C'est pourquoi sans doute en Suisse il n'y aura pas de sitôt un ministère de la culture confédérale. Même Jack Lang si on lui proposait le poste le refuserait sans doute. Chez nous, la culture est désormais comme la voirie, elle se traite à l'échelon municipal qui est celui où chacun se connaît et où ceux qui mordent peuvent vite être isolés. À moins que pour faire pièce aux intégristes du consensus, les acteurs culturels ne se regroupent et plantent tous à la fois leurs dents au bon endroit.

Jack Lang sera le vendredi 2 mai à 17 heures au Salon du livre de Genève.

Il participera à la table ronde:

«Mai 68, une catastrophe culturelle?»

avec Claudia Honegger, Jean Ziegler et Daniel de Roulet.

Animation: Emilie Gasc, Journaliste à Couleurs 3.